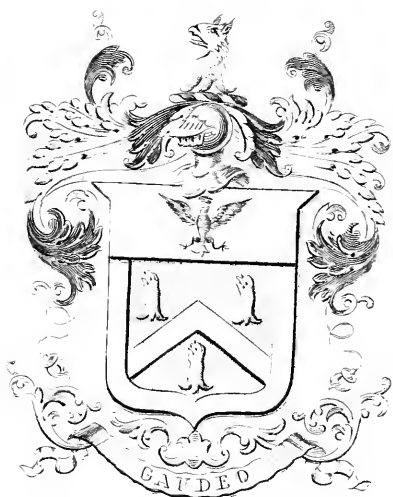




THE CHANDLER  
The American and Colonial  
Book Store  
157 N. 3rd St. N. Y. C.  
CAPS

Azoc

36 pamphlets.



John Carter Brown  
Library  
Brown University







-24  
2

RÉCLAMATION  
DE M. L'INTENDANT  
DE SAINT-DOMINGUE,  
ENREGISTRÉE

AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE CETTE COLONIE.

---

AUJOURD'HUI onze Mai mil sept cent quatre-vingt-neuf, la Cour étant en séance, & délibérant sur le nouveau régime proposé par M. le Gouverneur - général, pour l'admission des Étrangers dans la partie du Sud de la Colonie; M. de Marbois, Intendant, Premier-Président, a dit :

MESSIEURS,

Le maintien, l'exécution des loix de Sa Majesté relatives à la Colonie de S. Domingue, est spécialement confié aux Administrateurs. Les Lettres-Patentes du mois d'Octobre 1727 leur font un devoir de les garder & conserver, & attribuent même une juridic-

tion encore plus particuliere à l'Intendant, en matiere de commerce étranger. Mes instructions & nombre de lettres ministérielles contiennent les mêmes dispositions ; c'est donc par une suite de l'obéissance que je dois à la loi & au Roi , que j'ai déclaré qu'il m'est impossible de concourir à l'acte qui vous est présenté : il est contraire à une multitude de loix positives émanées de Sa Majesté ; & il m'est interdit, de la maniere la plus expresse, d'y déroger : nous pouvons faire des réglemens ; mais je ne pense pas que nous puissions faire des loix ; il est constant que nous ne pouvons changer celles du Souverain ; & tout ce que nous ferions à cet égard seroit radicalement nul : les constitutions coloniales sont sous vos yeux, & j'en cite les dispositions : « Les Gouver-  
 » neur, Lieutenant-général & Intendant veil-  
 » leront à ce qu'il ne soit fait aucun com-  
 » merce étranger, soit par l'entremise des  
 » sujets de Sa Majesté, ou de ceux des autres  
 » Nations : leur enjoint au surplus Sa Majes-  
 » té de veiller à l'observation des régle-  
 » mens sur le fait du commerce, & à tout  
 » ce qui pourra l'augmenter, & de lui don-  
 » ner avis sur le champ de tout ce qu'ils juge-  
 » ront devoir y être réformé ou fait pour le  
 » bien & l'avantage de la Colonie, à l'effet  
 » d'y être par elle pourvu, ainsi qu'il appar-  
 » tiendra. ( Ordonnance du 1 Février 1766 )  
 » Ne pourront néanmoins lesdits Gouver-



» neur , Lieutenant-général & Intendant ,  
 » faire aucun réglemeut de police, contraire  
 » aux dispositions des Édits, Déclarations ,  
 » Réglemens émanés de Sa Majesté, & en-  
 » registrés aux Conseils supérieurs , sauf à  
 » proposer à Sa Majesté les changemens qui  
 » paroîtront nécessaires , pour y être par Elle  
 » pourvu , ainsi qu'Elle avisera bon être ».  
 (Ordonnance du 22 Mai 1775).

Cet acte est d'ailleurs incomplet, puisqu'il est l'ouvrage d'un seul Administrateur , & que par son objet il appartient éminemment aux pouvoirs communs.

Je pourrois, je devrois peut-être m'arrêter ici, Messieurs, & me borner à avoir prouvé que nous n'avons point le pouvoir de détruire ainsi, & dans un instant, l'ouvrage de trois Rois, de leurs sages Conseils, & les travaux de plus d'un Siecle; mais puisque les considérations politiques, ont pu influencer sur l'opinion de quelques uns de vous, l'espoir de répandre un nouveau jour sur cette question, me détermine à vous faire connoître mes principes concernant le régime prohibitif, & sur cette matiere en général. Vous m'avez vu, pendant trois ans & demi, actif à la poursuite des contraventions du commerce étranger, & les déférer, sans aucun ménagement, à la Justice dont vous êtes les ministres. Eh bien ! Messieurs, j'abhorre du fond de mon cœur ces principes exclusifs, ces jalousies, ces rivalités nationales; & je suis fermement per-

suadé que la liberté du commerce & la communication universelle de tous les peuples du monde , sont les moyens les plus assurés de procurer le bien général , & de faire atteindre toutes les Nations de l'Univers , au plus haut point de prospérité auquel leur génie , le climat & le sol qu'elles habitent , leur permettent de prétendre.

Mais les Nations se surpassent réciproquement , les unes les autres, dans quelques branches de commerce ou d'industrie ; & si nos Colonies peuvent recevoir chaque article, des peuples qui peuvent le donner au plus bas prix , sans que de leur côté ils soient tenus ou sans même qu'ils aient la liberté de venir prendre chez nous ceux que nous sommes en état de leur livrer à meilleur compte , il est manifeste que le poids que la France mettra dans la balance du commerce des Colonies , se réduira à ce qu'elle peut leur fournir exclusivement , parce qu'il n'y aura que son sol qui le produise ; il y a sur-tout des Nations qui s'isolent par leurs maximes , de toutes celles de l'Univers, des Nations en possession de toutes les jouissances qui peuvent résulter de ce système ; elles sont encore bien éloignées de reconnoître que l'introduction de la liberté donneroit un nouveau développement à tous les avantages dont elles ne jouissent aujourd'hui que par un état violent , & qui ne peuvent leur être ôtés , parce que les fruits de leur usurpation les mettent en état de protéger leur usurpation même. Je les vois attentives à nos



erreurs , à nos moindres fautes , prêtes à en profiter aussi-tôt. Je ne puis qu'envisager avec la plus vive inquiétude les suites funestes qu'auroit la mesure qui vous est proposée , si jamais elle étoit adoptée. Un régime prohibitif sévère leur assure exclusivement tous les bénéfices du sol de leurs Colonies , & elles viendroient encore recueillir ceux de nos possessions : on verroit s'élever chez elles de nouvelles raffineries , des manufactures de toute espece , avec tous les avantages assurés à ceux qui , ayant porté au plus haut point l'industrie & tous les instrumens des arts mécaniques , y réuniront abondamment les matieres premières que ces manufactures emploient. Celles du Royaume au contraire tomberont successivement ; & nos artisans passeront en foule dans les pays qui leur offriront des salaires. La navigation de ces Nations rivales s'étendra aux dépens de la nôtre : nos matelots sans emploi iront peut-être leur en demander ; & puisqu'il s'agit de livrer , pendant cinq années , cette Colonie à l'Étranger , que vous tous qui êtes bons François , que celui sur-tout qui a soutenu ce caractère avec tant d'éclat & de gloire , pendant la dernière guerre , songent à ce qui peut arriver pendant cinq ans ! La justice & la modération assises sur le trône , semblent nous présager une longue paix ; mais si elle éprouvoit quelque interruption , comment la Colonie , comment les Provinces maritimes , comment celles même de l'intérieur seront-

elles protégées contre une invasion, si nous sommes sans Marine? J'ai dit qu'il s'agissoit de livrer pendant cinq ans la Colonie aux Étrangers : en effet on ne me persuadera jamais que l'acte proposé ne doive finir par embrasser la Colonie entière, & que l'on puisse empêcher efficacement les ports non libres de porter les denrées coloniales dans les ports de la partie ouverte à l'Étranger qui les exportera sans difficulté : je ne dis rien des embarras que pourra éprouver la perception du revenu colonial, & de l'impossibilité d'empêcher les fraudes du commerce étranger ; il exportera impunément le double ou le triple des denrées qu'il aura déclarées, & il ne payera que moitié ou le tiers des droits. Il n'y auroit même aucun moyen de constater la fraude, puisque les vérifications au déchargement ne pourront avoir lieu chez l'Étranger, comme elles ont eu lieu dans le Royaume ; mais cet objet, quelque grand qu'il soit, me paroît exigü, quand il s'agit d'une crise nationale : restreignons-nous dans les termes mêmes de l'acte proposé.

Dix juridictions composent la Colonie ; & le ressort de quatre doit être, avec les deux tiers d'une cinquieme, livré aux Étrangers.

Heureuses les Nations de l'Univers si, par une révolution imprévue, les barrières qui les séparent tomboient toutes au même instant ; & si chacune d'elles entrant dans la carrière pouvoit, dégagée d'entraves, y com-

bâttre avec toutes ses forces & y déployer toutes ses ressources. La France n'auroit rien à redouter de cette lutte nationale, mais en attendant cette époque fortunée, que de maux menacent le peuple qui le premier renverfera les obstacles que la jalousie & l'égoïsme national ont autrefois posés. Seul généreux, seul libéral, il donnera continuellement, sans jamais recevoir, & sera bientôt réduit à l'impuissance de défendre même les débris de son ancienne prospérité. Que diroit-on de l'habitant d'une grande ville qui, seul animé de sentimens d'hospitalité & de confiance, admettroit dans sa maison tous les étrangers indistinctement, ordonneroit que toutes les portes fussent ouvertes nuit & jour aux premiers venus; croyez-vous, Messieurs, qu'à la longue il ne réduisit pas sa famille à la misère? Vainement dira-t-on que ces étrangers font valoir son sol & ses possessions. Rien n'est aussi douteux; & qu'importe d'ailleurs à sa famille, si pendant cinq années ces étrangers doivent en consommer tous les produits, & la précipiter dans un état de misère dont elle ne se relèvera plus.

Poussons plus loin l'examen d'un sujet aussi grave, & lié par tant de rapports aux plus vastes intérêts de la Nation. Le régime actuel subsiste depuis un grand nombre d'années, en vertu de loix solennellement promulguées; elles sont la parole sacrée du Souverain, il a dit à ses sujets : la Colonie de S. Domingue

sera unie au Royaume par toutes sortes de liens & spécialement par ceux du commerce , & le marché où s'approvisionnera cette Colonie, celui où elle pourra faire ses ventes , sera toute la France même. Nos Rois ont depuis adopté des maximes plus libérales ; & tandis que les Anglois refusent l'entrée de leurs colonies à tous ceux dont ils redoutent la concurrence , trois ports d'entrepôt ont été ouverts aux Étrangers , à S. Domingue ; & sept à huit cents de leurs vaisseaux y arrivent annuellement : mais cette activité étonnante laisse encore aux Nationaux les moissons les plus abondantes ; ceux-ci , sur la foi des loix Coloniales auxquelles le législateur seul peut porter la main , forment leurs spéculations ; & si elles sont infructueuses , fussent-elles même ruineuses , il ne peuvent s'en prendre qu'à leur impéritie ou à des événemens supérieurs qui ont déconcerté la combinaison de leur prudence. Mais rappelons-nous que 90,000 têtes d'esclaves ont été introduites , depuis trois ans , par le commerce de France dans cette Colonie ; & il est vraisemblable que le nombre importé cette année ne sera pas moindre que les précédentes. Qu'un armateur de Nantes plein de confiance dans la constitution donnée aux Colonies , certain qu'elle ne peut être changée , sans qu'il ait été averti d'avance par le Souverain lui-même qui en a posé les fondemens ; que cet armateur , dis-je , rempli d'une confiance trom-

peuse, expédie en ce moment un vaisseau pour traiter à la côte d'Afrique, d'où il se rendra ou aux Cayes ou à Jakmel ou à Jérémie: il a été instruit par ses correspondans des prix auxquels il pourra vendre sa cargaison, & du prix probable des denrées coloniales qu'il chargera en retour; mais il arrive en Août ou Septembre prochain, & une révolution inattendue le frappe soudainement: il trouve la marchandise qu'il apporte, diminuée de 20 à 25 pour cent, par l'affluence de toutes les Nations admises à la concurrence; & d'un autre côté, les denrées coloniales ont éprouvé, par la même cause, une augmentation proportionnée: il perdra donc 20 à 25 pour cent sur les envois, & autant sur les retours: il est ruiné; & sa famille, ses associés, ceux qui lui ont prêté des fonds pour des entreprises sagement conçues, partagent son infortune. Celui-ci avoit préparé des expéditions de la même nature, les magasins sont remplis & les marchandises sont sur le point d'être portées sur le vaisseau qui les attend. La nouvelle fatale arrive, & il s'arrête tout-à-coup, également sûr de sa ruine, soit qu'il expédie, soit qu'il n'expédie point. Un autre, lié par une suite d'affaires anciennes, s'attend à parcourir avec ses débiteurs dans la Colonie, ce cercle qui consiste à recevoir le paiement d'une dette, tandis que les mêmes habitans en contractent de nouvelles avec lui; mais la chaîne va être rompue si des Étrangers



prennent sa place; & non-seulement il ne  
 pourra, sans de grandes difficultés, faire ac-  
 quitter les anciennes dettes; mais il sera encore  
 embarrassé de sa cargaison, & il ne pourra la  
 vendre qu'à très-grande perte. Qui indemnifera  
 ces malheureux de ce désastre imprévu? Séra-  
 ce la Nation? Ah! ne troublons point, par  
 l'opération qui nous est proposée, celle des  
 hommes sages qui s'occupent en ce mo-  
 ment à guérir les maux de l'État. Gardons-  
 nous d'un changement qui tend à faire passer  
 chez l'Étranger, les capitaux du Royaume,  
 & à diminuer les moyens que la Nation  
 pourra avoir de supporter les charges que  
 peut-être elle s'impose présentement. Les  
 rapports de Saint Domingue avec l'agricul-  
 ture, les manufactures, la navigation &  
 le commerce du Royaume sont si multipliés  
 qu'il n'est pas une seule de ses provinces qui  
 ne sentît le contre-coup de l'admission des  
 Étrangers. Elles le sentiront, par la cessation  
 d'une partie de leur commerce d'exportation.  
 Elles le sentiront, par l'augmentation du prix  
 de toutes les denrées coloniales qui se con-  
 somment dans l'intérieur du Royaume. Elles le  
 sentiront encore long-tems après l'expiration  
 des cinq années, parce que les Étrangers  
 créanciers pour de grandes sommes ne quit-  
 teront pas aisément prise, & prolongeront de  
 fait leur privilege, par l'impuissance où ils  
 tiendront les habitants de reprendre leurs  
 liaisons avec leurs compatriotes.



Mais tandis que mes inquiétudes paroissent se porter vers la Métropole, la partie même de la Colonie qu'il s'agit de favoriser, ne doit-elle pas plutôt en être l'objet ? Qui m'assurera que le commerce national ne suspendra pas tout-à-coup ses expéditions, & que d'un autre côté les Étrangers ne voyant point dans l'acte proposé les caractères d'une loi solennelle & permanente, craignant une révocation immédiate d'un régime passager, n'oseront hazarder des expéditions dont l'issue pourroit leur être funeste : il arriveroit de la sorte que cette partie subitement fréquentée, aussi subitement abandonnée, éprouveroit des révolutions convulsives qui ne cesseroient que long-temps après que la règle auroit repris son empire. Ah ! ne touchons qu'avec précaution & respect à ce que le tems a consacré ; & si le tems même a rendu les changemens nécessaires, apportons-y une circonspection qui surpasse, s'il se peut, les règles de la prudence ordinaire ; que ces changemens s'opèrent sans secousse, sans bouleverser les loix établies, sans contrarier ce qui se fait peut-être en ce moment dans le Royaume. Eh ? Messieurs, où en serions-nous, & dans quelle confusion la Colonie ne seroit-elle pas plongée si, l'acte présenté, une fois enregistré, il arrivoit de France une loi émanée du Souverain, revêtue de toutes les formes que la constitution exige, & qui contiât des dispositions con-

traires à celles de l'établissement proposé. Les François & les Étrangers d'Europe se régleroient d'après le régime prescrit par cette nouvelle loi, par laquelle le seul véritable législateur auroit fait connoître sa volonté ; ils s'expédieroient en conséquence, & ils trouveroient une autre loi, un autre régime, en arrivant dans la Colonie. Quelle sera alors votre règle dans les procès en contravention, dans ceux entre les parties ! Sera-ce la loi du Souverain ? Sera-ce l'acte qui vous est proposé ? L'une permet : l'autre continuera de défendre. Ce qui est délit dans l'une, sera approuvé par l'autre. Les peines prononcées seront également différentes. A quelle mesure vous arrêterez-vous ? peut-être suis-je coupable en paroissant en douter.

Et si, en Septembre ou Octobre, il survient un Arrêt du Conseil de Sa Majesté qui casse tout ce qui auroit été fait, comment rétablir l'ancien état des choses, sans préjudice d'une multitude d'individus compromis par les changemens ? Les Navigateurs seront longtemps incertains du parti à prendre, & ne sauront où se porter. L'entreprise de l'Administration leur causera un effroi que le tems seul pourra faire cesser. Je ne parle pas de la chute des Villes du Cap & du Port-au-Prince, aux dépens desquelles Jérémie, Jakmel vont devenir les entrepôts importans. Je ne parle pas de la perte qui suivra nécessairement

le déplacement des individus & des capitaux, lorsque la volonté du Souverain aura été manifestée. Enfin je ne puis, à la suite d'aussi grands intérêts, parler du sort des commis & employés de toute espece qu'exigeroit le nouveau régime, & que la réforme laissera sans état.

Avant de terminer, j'ouvre l'acte qui vous est en ce moment présenté: arrêtons-nous aux expressions qui le terminent: *maintient l'exécution des Lettres-Patentes d'Octobre 1727, en ce qui n'y est pas dérogé par cette Ordonnance.*

Croyez-vous, MM. qu'il puisse dépendre de nous de déroger ainsi à une loi aussi solennelle? Sans doute mon opinion en cette matiere n'est que le résultat isolé de mes connoissances individuelles; mais elles sont appuyées sur tant de loix, que je ne puis les abandonner, sans violer mon devoir. J'en suis tellement persuadé que je ne pourrois considérer l'acte dont il s'agit, comme valide, même après l'enregistrement; & je ne cesserois pour cela de prendre pour regle les loix de Sa Majesté. Je propose donc de nouveau à M. le Gouverneur-général, s'il persiste à demander qu'on enregistre, je lui propose de renvoyer l'exécution de cet acte, au premier Octobre prochain. Nous aurons de la sorte le tems de recevoir des instructions; & les maux que je crains pourront encore être prévenus. *Signé, DE MARBOIS.* Et porté

[ 14 ]

sur les registres du Conseil supérieur de S. Domingue , à la suite de l'arrêt d'enregistrement de l'acte intitulé : *Ordonnance de M. le Gouverneur-général , concernant la liberté du commerce pour la partie du Sud de S. Domingue.*

*F I N.*



*RÉCLAMATIONS adressées à l'Assemblée Nationale, par les personnes de Couleur, Propriétaires & Cultivateurs de la Colonie Française de Saint-Domingue.*

MESSEIGNEURS,

C'EST au nom des droits sacrés de l'Humanité, droits que vous venez de rétablir avec tant de sagesse & d'énergie en faveur des peuples, qu'une classe nombreuse de Propriétaires & de Citoyens libres de l'Isle de Saint-Domingue, vient solliciter votre justice.

LE pouvoir arbitraire, le despotisme Ministériel, les restes du régime féodal, l'inégalité entre un Citoyen & un autre Citoyen, voilà, MESSEIGNEURS, les fléaux dont vous avez délivrés votre Patrie ; ces fléaux, MESSEIGNEURS, n'étoient rien, j'ose le dire, si on les eût comparés avec l'abus des Loix, les préjugés barbares & les usages humiliants qui dégradent en nous l'humanité.

LE simple récit de quelques-uns de ces abus,





ET  
L651d  
1/1

Tray

3/10

